

# La politique agricole kenyane

## Rôle de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté

L'agriculture est le moteur de l'économie kenyane. Elle contribue à environ 25 % du PIB, employant 75 % de la population active nationale. Plus de 80 % de la population kenyane est établie dans les zones rurales et vit, directement ou indirectement, de l'agriculture. Ce secteur est important pour réduire la pauvreté sachant que les groupes les plus vulnérables, comme les gardiens de troupeaux, les sans-terre et les agriculteurs de subsistance dépendent de l'agriculture, qui est leur principale ressource. On peut donc s'attendre à ce que la croissance agricole ait un impact significatif sur une portion plus large de la population que tout autre secteur. De même, les mesures politiques affectant la performance de l'agriculture ont des implications importantes pour l'économie en général.

## Questions clés en politique agricole

Au Kenya, les intérêts en matière de politique agricole gravitent autour de ce qui suit:

**Augmentation de la productivité et des revenus agricoles, surtout pour les paysans.** Ces vingt dernières années, on a pu constater une baisse de productivité dans le

secteur agricole qui a eu des conséquences considérables sur l'emploi, les inégalités de salaires et la sécurité alimentaire. Cette faible productivité, répercutée dans les faibles rendements par hectare de terre, est l'une des principales raisons des coûts de production élevés subis par l'agriculture kenyane. Ces bas niveaux de productivité s'expliquent, en outre, par l'incapacité pour de nombreux agriculteurs de bénéficier des technologies agricoles modernes, facilement disponibles. La pauvreté des institutions et le manque d'installations de commercialisation et d'entreposage n'incitent guère à produire. Le coût élevé des transports dû à l'état délabré des routes conjugué à la mauvaise gestion et au gaspillage des cultures contribuent également à ce malaise.

**Meilleures aide alimentaire et équité et baisse du nombre de personnes souffrant de la faim.** La production agricole au Kenya est en grande partie pluviale et vulnérable aux fluctuations climatiques. Les sécheresses et inondations ont été plus fréquentes et ont redoublé d'intensité ces trente dernières années provoquant des pertes élevées des récoltes et du bétail. La trop grande dépendance à l'agriculture pluviale est l'une des principales causes de l'insécurité alimentaire. Au Kenya, moins de 7 % des terres cultivées sont irriguées alors que

83 % des terres sont arides ou semi-arides et classées comme ayant un 'faible potentiel'. L'augmentation des zones irriguées pourrait stabiliser la production agricole et réduire la dépendance aux systèmes agricoles pluviaux.

**Commercialisation et intensification de la production des petits exploitants.** La base étroite des produits agricoles et des exportations kenyanes rend les revenus de plus en plus vulnérables aux tendances du marché mondial. Le manque de diversification et les exportations agricoles à faible valeur ajoutée sont les principaux responsables. Le secteur, mal intégré verticalement, a fait les frais de l'inefficacité des institutions et services de soutien aux exportations agricoles. Une poignée de produits de base (café, thé, produits laitiers, maïs, blé, bœuf et horticulture) subvient aux besoins de plus de 85 % de la population, alors que seuls le café et le thé contribuent à 45 % des emplois salariés agricoles.

**La diversification dans les produits agricoles non traditionnels, pourrait accroître et stabiliser la production agricole,** la productivité et les revenus, enrayer considérablement la famine et améliorer la sécurité alimentaire. L'agriculture kenyane tirerait également certains avantages de l'exploitation du potentiel existant dans l'industrie alimentaire et les marchés régionaux et du développement encourageant de ce secteur initié par le secteur privé. Il faut toutefois revenir sur les contraintes subies par la commercialisation, la diversification et les investissements dans l'agriculture. Cela comprend : les recherches dans le domaine de l'agriculture inadéquates et en baisse ; les systèmes d'extension et de diffusion des recherches inefficaces ; et le manque de financement pour le secteur agricole et les activités associées. Le manque d'accès aux crédits, notamment pour les petits exploitants et les femmes, limite le

champ d'activités, les types de technologie et l'ampleur des opérations pouvant être adoptés par les agriculteurs.

**Les autres préoccupations politiques sont :** La définition d'une politique appropriée et participative ; la durabilité environnementale – les pressions exercées sur les terres et l'augmentation de la pauvreté rurale ont progressivement mené à des pratiques agricoles peu respectueuses l'environnement ; et les contraintes de l'accès aux ressources subies par les femmes – dont l'accès limité aux intrants améliorés, l'extension, les circuits commerciaux et les services financiers, qui limitent leur productivité ; l'inégalité – disparités accrues dans les opportunités et revenus entre l'agriculture et les zones rurales d'un côté et les zones urbaines non agricoles de l'autre.

## Stratégie de revitalisation de l'agriculture

Le gouvernement kenyan a lancé en mars 2004 une stratégie de revitalisation de l'agriculture. C'est un programme sur dix ans qui vise à orienter le développement du secteur agricole jusqu'en 2014. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre du développement plus large de la Stratégie de relance économique (ERS). Une unité de coordination interministérielle du secteur agricole (ASCU) est chargée de la mise en œuvre de SRA.

Est-ce que la SRA concorde avec les préoccupations de la politique agricole du Kenya ? L'objectif primordial de la SRA est la réduction progressive du chômage et de la pauvreté. Elle vise aussi à proposer un environnement politique et institutionnel favorable à l'augmentation de la productivité agricole, à promouvoir les investissements et à encourager la participation du secteur privé dans les entreprises agricoles et l'agroalimentaire.



**Plus de 80 % de la population kenyane est établie dans les zones rurales et vit, directement ou indirectement, de l'agriculture**

Pour y parvenir, il est nécessaire de mettre en place un cadre légal et réglementaire qui soit équitable pour tous les agriculteurs, les producteurs, les préparateurs et les négociants de produits agro-alimentaires. Le calendrier de la réforme institutionnelle fixé dans les objectifs de la SRA vise à : augmenter la productivité afin de faire baisser les coûts de production unitaire ; améliorer le système de service de vulgarisation agricole et les liens entre la recherche, la vulgarisation et l'exploitant; offrir un meilleur accès aux services financiers; encourager la croissance de l'agro-alimentaire, baisser l'impôt agricole, améliorer l'orientation du marché et le cadre réglementaire.

Les critiques de la stratégie soulignent l'absence de participation sur laquelle elle est fondée et avancent que l'idée de 'propriété' risque de poser un problème. Le manque de

contrôle et d'évaluation du programme est aussi vu comme un défaut dans une stratégie à moyen ou long terme, tout comme le manque de personnes compétentes pour mettre en œuvre un programme aussi important et ambitieux.

Le succès de la SRA consistant à transformer les petites exploitations produisant juste assez pour survivre en des entreprises commercialement rentables dépend de l'efficacité des structures politiques placées au cœur de la stratégie. Des processus, structures et acteurs plus importants façonnant la politique agricole kenyane et ancrés dans le contexte historique sont essentiels. Ils influencent fortement les processus de formulation de la politique agricole, en risquant de renforcer les préjugés à l'encontre des pauvres et leurs intérêts et en empêchant la mise en œuvre d'aboutir.



Photographie: Fred Hoogervorst, Panos

**Le succès de la SRA consistant à transformer les petites exploitations produisant juste assez pour survivre en des entreprises commercialement rentables dépend de l'efficacité des structures politiques placées au cœur de la stratégie**

Les processus politiques, les structures et les acteurs affectant la politique agricole au Kenya sont examinés dans le document d'information « Les processus de formulation des politiques agricoles au Kenya ».

#### Remerciements:

Ce Point Info est écrit par **Patrick O. Alila and Rosemary Atieno** pour le **Future Agricultures Consortium**. Le Rédacteur des Series est David Hughes. Pour de plus information concernant cette serie visitez: [www.future-agricultures.org](http://www.future-agricultures.org)

Future Agricultures Consortium a pour objectif de susciter les débats et d'encourager le dialogue sur les questions essentielles et la politique à conduire, pour l'avenir de l'agriculture en Afrique. C'est un partenariat entre organismes de recherche africains et britanniques. Future Agricultures, Institute of Development Studies, Brighton, BN1 9RE, Royaume-Uni  
T +44 (0) 1273 915670 E [info@future-agricultures.org](mailto:info@future-agricultures.org)

*Les lecteurs sont autorisés à citer ou reproduire le contenu des Points Infos de Future Agricultures dans leurs propres publications. En retour, le Consortium Avenir des Agricultures souhaite être mentionné et recevoir une copie de la publication.*

FAC apprécie le support de l'  
UK Department for International Development (DfID)

